

DJILALI SLIMANI, REPRÉSENTANT DES JEUNES D'IN AMÉNAS : «Nous ne permettrons à personne de douter de notre nationalisme»

Dans cet entretien express qu'il nous a accordé, le représentant des jeunes et coordinateur de la délégation des droits des jeunes à In Aménas, s'exprimant au nom des jeunes d'Illizi, est revenu sur la marche prévue à Ouargla par les jeunes chômeurs de cette ville qui ont menacé de recourir à une marche regroupant l'ensemble des jeunes chômeurs des wilayas du Sud dans ce qu'ils ont appelé la marche d'un million de participants, en référence aux marches de la place Tahrir en Égypte. Les jeunes d'In Aménas ont décidé de se démarquer de cette action en réitérant leur attachement à l'unité du pays et à son intégrité.

Le Soir d'Algérie : Vous avez décidé de vous démarquer de la marche prévue aujourd'hui, initiée par le Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC). Pourquoi ?

Djilali Slimani : Nous sommes tout à fait d'accord avec les revendications socio-économiques mais nous refusons de leur accoler un aspect politique. Pourquoi demander le départ de Sellal alors que depuis son arrivée, il ne cesse d'écouter nos préoccupations ? Ce sont des déclarations que nous ne partageons pas. Ce que nous voulons, c'est que les mesures en faveur des jeunes soient concrétisées très vite sur le terrain. Nous ne participerons pas à la marche. Nous

attendrons les résultats des mesures du gouvernement.

Des rumeurs courent selon lesquelles ce sont certains partis islamistes radicaux, notamment les salafistes, qui tentent d'exploiter les jeunes pour que les choses dégénèrent et provoquent «un printemps arabe». D'autres parlent d'un mouvement séparatiste. Dans quelle mesure cela est-il vrai ou pas ?

Je ne sais pas s'il y a des parties qui travaillent dans l'ombre mais nous savons que la situation est très sensible et nous sommes conscients des tentatives de déstabilisation qui nous viennent de l'étranger. Nous voyons bien ce qui se passe en Libye, nous sommes

frontaliers avec ce pays. Mais nous refusons d'être impliqués dans ce genre de plans. Pour nous, il n'y a qu'une seule Algérie et elle est indivisible. Nous ne permettrons à personne de douter de notre nationalisme. Nous sortons d'un véritable cauchemar à In Aménas et moi-même j'ai vu sur place ce qui s'est passé à Tiguentourine. Je le dis et le redis, nos jeunes militaires qui ont risqué leur vie pour nous sauver et sauver toute la région sont issus pour la plupart du nord du pays et s'ils l'ont fait, c'est par devoir sacré de sauver l'Algérie et je leur rends hommage dans les colonnes de votre journal au nom de tous les habitants d'Illizi. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a de grands problèmes au Sud qui demandent que tous les efforts soient conjugués pour en venir à bout. Ce dont nous avons besoin, ce sont des décisions fermes en ce qui concerne l'emploi, le logement, la santé, l'agriculture et le tourisme. Nous demandons la justice sociale et une équité dans la répartition des richesses. Qu'on abolisse les passe-droits, le clientélisme et le piston dans le recrutement des personnes hors des wilayas du Sud. Ce sont les structures de l'Anem, les agences inter-



Photo : DR

Les jeunes d'In Aménas revendiquent la justice sociale.

médiaires et les sous-traitants qui sont responsables de cette situation.

Combien y a-t-il de chômeurs à Illizi ?

Approximativement 3 000 mais le problème réside dans le fait que ceux qui travaillent font face à la précarité car ils sont recrutés sur la base de CDD. Les jeunes sont éga-

lement confrontés aux mauvaises conditions d'emploi et aux critères qui sont inadmissibles. On demande souvent aux jeunes pour les décourager un niveau d'instruction élevé ou une expérience de 5 ans dans le domaine pour un poste qui ne requiert qu'une simple qualification. Il faut que cela change.

Propos recueillis par Fatma Haouari

CRAINTE D'INTRUSION TERRORISTE DANS LES RÉGIONS SENSIBLES **Alerte maximum au Sud**

L'inquiétude est montée d'un cran après la décision de l'organisation d'une marche pacifique à Ouargla pour aujourd'hui par le Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC). Selon des sources sûres, la sécurité a été renforcée dans cette ville et ses limites et dans les entrées des wilayas comme Touggourt, El Oued et Ghardaïa pour empêcher les contestataires d'y accéder afin de parer aux dérapages qui pourraient survenir. Selon nos sources, «le gouvernement a peur que des groupes terroristes qui guettent la moindre défaillance ou la moindre faille tentent des opérations dans le Sud. Il y a aussi la peur que ces groupes profitent d'une manifestation légitime et essayent d'infiltrer la marche et de provoquer un affrontement». Il faut rappeler que la sécurité est encore plus renforcée sur les sites pétroliers, notamment après la «nationalisation» de la sécurité des lieux qui était entre les mains des sociétés de surveillance privées étrangères. Le souvenir de l'attaque de Tiguentourine est encore vivace et aucune baisse de vigilance n'est tolérée.

A rappeler que la crainte émane également des appels, bien que minoritaires, à la séparation du Sud du Nord du pays, profitant du désarroi et du désespoir des jeunes qui revendiquent le droit au travail et à une vie décente tout en vilipendant les agences d'emploi et les intermédiaires dans le recrutement dans l'entreprise pétrolière et ses filiales. Les mesures décidées cette semaine et les rencontres avec les élus locaux se sont multipliées ces derniers jours pour contrer toute tentative de récupération politique notamment par certains mouvements islamistes radicaux qui sont connus pour leur entrisme et leur activité très soutenue sur le terrain.

Fatma H.

Conférence

Sur le thème «Algérie, situation intérieure et environnement international», Mohamed Chafik Mesbah, ancien officier supérieur de l'ANP et politologue, donnera une conférence à l'Ecole préparatoire des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion de Annaba ce samedi 16 mars 2013 à 10 heures.

LES ARCHITECTES AFFIRMENT QUE DES RAISONS OBSCURES EN SERAIENT À L'ORIGINE :

«On ne veut pas d'un Conseil de l'ordre»

Les architectes qui dénoncent l'octroi d'autorisations ponctuelles aux bureaux d'études et architectes étrangers, en violation de la loi, s'indignent aussi contre l'ingérence du ministre de l'Habitat, dans les affaires internes de leur Conseil de l'ordre, qui est pourtant une institution indépendante.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA), qui s'est réuni hier, en session ordinaire, tire la sonnette d'alarme. Ses membres citent tout d'abord une note adressée par un directeur central du département de l'habitat, aux directions de wilaya, les sommant d'accorder des autorisations ponctuelles au profit d'organismes étrangers, en violation de la loi, qui stipule que ces derniers ont pour obligation d'être inscrits dans le fichier des architectes. L'autorisation et la qualification sont en principe délivrées par le Conseil de l'ordre des architectes mais étrangement dans la note en question, signée par Fayçal Waret le 25 mars 2011 et dont *le Soir d'Algérie* détient une copie, il est

mentionné : «Toute agence ou société d'architecture, bureau d'études ayant qualification en architecture, académie d'architecture et, d'une manière générale, toute structure d'études de nationalité étrangère désireuse d'intervenir sur le territoire algérien, sélectionnée à l'issue d'un concours international ou choisie suivant une autre procédure, y compris de gré à gré, au profit de tout maître d'ouvrage, public ou privé, est tenu d'obtenir un agrément ponctuel délivré par le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme...». Les architectes qui ne sont pas restés les bras croisés devant cette action qu'ils qualifient de «douteuse», ont engagé des poursuites judiciaires et le jugement sera rendu, selon eux, le 25 mars 2013. «Lorsque le baril de pétrole était à sept dollars et l'Algérie sombrait sous la menace du terrorisme, ce sont les architectes algériens qui ont relevé le défi puisqu'aucun étranger n'était venu nous proposer ses services. Aujourd'hui, comme 45 milliards de dollars ont été accordés au secteur de l'habitat, nous sommes mis de côté et des autorisations ponctuelles sont accordées aux organismes étrangers, en toute violation des lois de la République», regrette

khelfi Nourredine, membre du Conseil national de l'ordre des architectes. De son côté, Hadj Youssef, également membre du CNOA, regrette que le ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, appelle à un conseil des sages pour régler les différends entre les deux factions de l'Ordre des architectes. «Pour nous, la question a été tranchée par la justice qui a statué en faveur du CNOA présidé par Mohamed Kahouadji. Le ministre n'a donc pas à s'ingérer dans les affaires internes de notre structure qui est avant tout une institution indépendante et dont il est seulement membre au Conseil national...», a-t-il tranché. Enfin, Touleb Athmane, ex-président du CNOA, estime pour sa part que : «La démarche de Tebboune vise à diviser davantage le Conseil de l'ordre pour que d'une part, la voie sera ouverte à l'expertise étrangère sous prétexte d'absence de l'expertise algérienne... Aussi pour que demain si le programme du président de la République de 1,2 million de logements ne sera pas réalisé à temps, on trouvera un alibi, à savoir que les architectes algériens étaient divisés...».

M. M.

HABITAT ET CONSTRUCTION

Les experts dénoncent la mauvaise qualité du bâti

Les experts intervenant hier dans le cadre du forum du quotidien DK News, ont dénoncé l'absence de parachèvement des programmes de logements, la mauvaise qualité du bâti et les constructions inachevées.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour M^{me} Hassina Hammache, ingénieure, experte en construction, si la demande en logements ne cesse d'augmenter, la réalisation ne répond souvent pas aux normes : «Il y a des programmes mis en place mais la demande augmente constamment. Les maîtres d'ouvrage doivent cependant veiller au respect du cahier des charges. Des programmes de construction, pour essayer d'absorber la crise du logement,

ont été lancés mais les opérations n'ont pas été faites de manière organisée. On traite dans l'urgence et souvent, sans que l'étude soit terminée, on commence la réalisation», a déclaré l'intervenante, notant que l'étude est plus importante que la réalisation. «Il y a un déphasage donc entre les étapes de réalisation. Mais je pense qu'on a réalisé beaucoup et qu'on doit faire une évaluation économique des projets. Il faut cerner les défaillances et les problèmes rencontrés. J'ai eu à expertiser des sites AADL à Alger et ses environs ; j'ai eu à constater des malfaçons qui constituent un danger», souligne M^{me} Hammache, évoquant une mauvaise mise en œuvre. L'experte dénoncera aussi l'absence de

commodités et de lieux de loisirs au niveau des nouveaux centres d'habitation. «Il faut faire une lecture constructive et remédier à ces problèmes», commente l'intervenante.

M. Yahiaoui, vice-président de l'Union générale des entrepreneurs algériens, a évoqué le fait que les maîtres d'ouvrage ne paient pas les travaux effectués ainsi que la non-disponibilité des matières premières, comme cela est le cas pour le ciment, produit essentiel. Situation qui retarde l'achèvement des projets inscrits, selon l'intervenant. Pour sa part, M. Zeroual, architecte, appellera à l'union des architectes évoquant le conflit qui mine l'Ordre national des architectes.

F-Z. B.